

F. 93 — 2430

**16 JUILLET 1993. — Décret relatif à la formation en cours de carrière
des membres du personnel des établissements d'enseignement secondaire ordinaire (1)**

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1er. Le présent décret s'applique aux membres des personnels des établissements d'enseignement secondaire ordinaire organisés ou subventionnés par la Communauté française, à l'exclusion des personnels administratifs, de maîtrise, gens de métier et de service.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, on entend par formation en cours de carrière, toute formation qui a pour objet l'entretien, le perfectionnement ou l'ajustement des connaissances des membres des personnels visés à l'article 1er.

La formation en cours de carrière comprend également les formations permettant aux membres des personnels dont la formation initiale ne répond pas aux exigences de la profession d'acquérir les compétences nécessaires soit à l'exercice de leur fonction, soit à l'exercice d'une autre fonction.

Art. 3. Les objectifs généraux de la formation sont :

- 1° la capacité de mettre en œuvre les priorités éducationnelles et pédagogiques;
- 2° l'acquisition des comportements propres à gérer efficacement les relations humaines;
- 3° la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles dans la fonction exercée;
- 4° l'acquisition de connaissances et d'aptitudes professionnelles en vue d'exercer une autre fonction;
- 5° l'étude des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent le comportement des jeunes;
- 6° le développement de la communication, du travail en équipe ainsi que l'implantation et le développement de projets au sein des établissements;
- 7° l'étude des facteurs sociaux, économiques et culturels qui influencent les conditions d'exercice de la profession d'enseignant;
- 8° la mise en place d'une approche interdisciplinaire au sein des établissements, qui se traduise par une collaboration entre enseignants.

Art. 4. La formation en cours de carrière est organisée :

- 1° au niveau de l'ensemble de la Communauté française, sur proposition commune des organes de concertation créés en application de l'article 24 du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, et compétents pour l'ensemble de la Communauté française, dénommés ci-après comités de concertation;
- 2° au niveau des zones, sur proposition de chacun des organes de concertation créés en application de l'article 24 du même décret, et compétents pour la zone considérée, dénommés ci-après conseils de zone;
- 3° à l'initiative de chaque réseau, pour des formations qu'il veut promouvoir en fonction de ses méthodes pédagogiques.

Art. 5. Au sens des chapitres II et III du présent décret, les formateurs peuvent être :

- 1° des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, des services d'inspection et des centres psycho-médico-sociaux;
- 2° d'autres personnes physiques, experts nationaux ou internationaux;
- 3° les organisations d'éducation permanente et de jeunesse reconnues par la Communauté française;
- 4° des unités universitaires de recherche;
- 5° des instituts supérieurs d'enseignement pédagogique;
- 6° des instituts d'enseignement supérieur de type long et de type court;
- 7° des instituts d'enseignement artistique supérieur;
- 8° des instituts d'enseignement de promotion sociale;
- 9° des instituts d'enseignement artistique à horaire réduit;
- 10° des entreprises publiques ou privées;
- 11° des associations sans but lucratif;
- 12° des fédérations sportives;
- 13° des représentants de la Communauté européenne et de l'OCDE.

Le Gouvernement de la Communauté, ci-après dénommé le Gouvernement, fixe les modalités selon lesquelles les membres du personnel visés à l'alinéa 1er, 1°, peuvent être chargés de dispenser des formations.

Le Gouvernement détermine également les conditions dans lesquelles des membres du personnel peuvent dispenser des formations en fonction accessoire, par dérogation à l'article 77 de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977.

Art. 6. Les membres du personnel visés à l'article 1er auxquels est attribué un traitement d'activité ou une subvention-traitement d'activité à charge du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation qui bénéficient d'une formation ou qui l'assurent sont réputés en activité de service pendant la durée de celle-ci, quel que soit le moment de l'année civile.

Les candidats à une fonction visée à l'article 1er, qui ne bénéficient pas d'un engagement à titre temporaire, peuvent participer à cette formation aux conditions que le Gouvernement détermine.

Les membres du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi peuvent participer à cette formation. La durée de celle-ci est assimilée à un rappel provisoire à l'activité de service ou à un rappel en service.

(1) Session 1992-1993

Documents du Conseil. — N° 113, n° 1 : projet de décret; n° 2 : rapport.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 15 juillet 1993. — Adoption. Séance du 16 juillet 1993.

Pour les membres du personnel qui ne sont pas nommés ou engagés à titre définitif, la durée de la formation n'est prise en considération pour le calcul des anciennetés administrative et pécuniaire que si celle-ci est englobée dans la période de désignation ou d'engagement à titre temporaire.

Art. 7. Un certificat peut être délivré au terme de certaines formations selon des modalités que fixe le Gouvernement.

Les certificats peuvent être pris en compte pour le classement des candidats aux fonctions de sélection et de promotion, aux conditions que fixe le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine, après concertation avec les pouvoirs organisateurs, les conditions auxquelles les formations peuvent être rendues obligatoires.

CHAPITRE II. — *Des formations dispensées au niveau de l'ensemble de la Communauté française*

Art. 8. Dans le courant du premier trimestre de chaque année civile, sur proposition commune des comités de concertation établie après consultation des organisations syndicales représentatives, le Gouvernement détermine les thèmes des formations organisées au bénéfice de l'ensemble des personnels pendant l'année scolaire suivante.

Le Gouvernement détermine les modalités selon lesquelles la proposition visée à l'alinéa 1er est formulée.

Ces thèmes, annuels ou pluriannuels, sont relatifs aux objectifs généraux tels que définis à l'article 3.

La sélection des formateurs est de la compétence commune des comités de concertation, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Pour le surplus, les formations sont organisées par chaque comité de concertation selon des modalités que le Gouvernement détermine.

CHAPITRE III. — *Des formations dispensées au niveau des zones*

Art. 9. Chaque comité de concertation établit, selon les modalités définies par le Gouvernement, des listes de formateurs propres à assumer les projets de formation organisées au niveau zonal.

Ces formations visent à atteindre les objectifs généraux tels que définis à l'article 3, lorsque l'urgence ou des besoins spécifiques imposent que ces thèmes soient traités dans la zone.

La liste indique le type de formation que chaque formateur est apte à assurer.

Art. 10. Chaque conseil de zone détermine, après consultation, d'une part, des pouvoirs organisateurs et des établissements du caractère concerné selon les modalités définies par le Gouvernement, d'autre part, des organisations syndicales représentatives, les projets de formation propres à rencontrer les besoins prioritaires des membres des personnels.

Art. 11. Les conseils de zone transmettent les projets de formation au comité de concertation dont ils relèvent.

Les projets de formation indiquent :

1° soit un choix parmi les formations visées à l'article 9;

2° soit, sous réserve d'approbation par le comité de concertation compétent, une formation choisie en dehors de la liste.

Les conseils de zone décident, dans le respect de l'alinéa 2, des formations organisées en faveur des membres des personnels, selon les modalités que le Gouvernement détermine.

CHAPITRE IV. — *Des formations dispensées par réseau*

Art. 12. Les formations propres à chaque réseau sont organisées, selon des modalités que le Gouvernement détermine :

1° par l'administration de l'organisation des études, sur avis de l'inspection, pour les personnels de la Communauté française;

2° par les organes représentatifs des pouvoirs organisateurs, pour les personnels de l'enseignement subventionné, chacun en ce qui le concerne.

Les formations en cours de carrière visant la mise à jour des connaissances et des aptitudes professionnelles spécifiques dans les fonctions de professeur de religion et de professeur de morale, sont organisées par réseau, dans le respect des dispositions des articles 9 et 10 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

CHAPITRE V. — *Des moyens budgétaires*

Art. 13. Les frais de gestion et de secrétariat, en ce compris les frais relatifs à la sélection et à l'évaluation des formateurs et les rémunérations de personnel à l'exclusion des formateurs, sont imputés aux crédits affectés aux formations en cours de carrière. Ils ne peuvent être supérieurs à 7 p.c. de ceux-ci.

Le Gouvernement fixe les modalités de contrôle de l'utilisation des crédits.

Art. 14. Le Gouvernement répartit les crédits, en fonction des priorités pédagogiques, entre les trois types de formation visés à l'article 4.

Art. 15. Pour les formations visées aux chapitres II et III, les crédits sont répartis entre les différents comités de concertation en proportion du nombre total de périodes-professeurs organisables au 1er septembre de l'année scolaire en cours par les établissements du caractère concerné.

Pour les formations visées au chapitre IV, les crédits sont répartis entre les différents réseaux en proportion du nombre total de périodes-professeurs organisables au 1er septembre de l'année scolaire en cours par les établissements du réseau concerné.

Sur décision des conseils de zone concernés, les crédits affectés au niveau zonal peuvent être utilisés à des formations communes à plusieurs zones ou à des caractères différents.

Art. 16. L'affectation des crédits pour l'ensemble des formations visées aux chapitres II et III est décidée, selon les modalités fixées par le Gouvernement, par chacun des comités de concertation.

Art. 17. L'affectation des crédits pour l'ensemble des formations visées au chapitre IV est décidée, selon les modalités fixées par le Gouvernement :

1° par l'administration de l'organisation des études, pour les personnels de la Communauté française;

2° par les organes représentatifs des pouvoirs organisateurs, pour les personnels de l'enseignement subventionné, chacun en ce qui le concerne.

Art 18. Selon les modalités fixées par le Gouvernement, des formations :

- 1° peuvent être organisées en commun par des organes zonaux ou communautaires de concertation de caractère différent;
- 2° peuvent être accessibles aux membres des personnels des établissements d'un autre caractère ou d'un autre réseau.

CHAPITE VI. — *Du contrôle des formations*

Art. 19. Conformément aux modalités fixées par le Gouvernement, les bénéficiaires d'une formation transmettent à leur comité de concertation ainsi qu'à l'inspection visée à l'article 24 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement et dénommée ci-après « l'inspection » une évaluation de la formation reçue.

L'inspection et les comités de concertation procèdent à l'évaluation du fonctionnement des formations visées aux chapitres II et III et de leur efficacité.

Selon les modalités fixées par le Gouvernement, chaque dispensateur d'une formation visée aux chapitres II et III transmet un rapport de la formation donnée à l'inspection compétente. Il en communique une copie au comité de concertation concerné.

Art. 20. Pour les formations visées aux chapitres II et III :

1° l'inspection contrôle la conformité des formations au programme de formation déposé selon les modalités fixées par le Gouvernement de la Communauté française;

2° l'inspection remet au Ministre un avis sur l'efficacité des formations par rapport aux objectifs généraux fixés à l'article 3.

L'inspection communique copie des avis visés à l'alinéa 1er au comité de concertation concerné.

Art. 21. Pour les formations visées au chapitre IV, l'inspection contrôle la conformité des formations au programme de formation déposé selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 22. Toute personne impliquée, directement ou indirectement, comme formateur ne peut assumer le rôle dans l'évaluation ou le contrôle de cette formation.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoire et finale*

Art. 23. Pour l'année scolaire 1993-1994 :

1° l'article 8, alinéa 1er, n'est pas d'application;

2° le Gouvernement détermine les formations organisées au bénéfice de l'ensemble des personnels dans le mois de l'entrée en vigueur du décret.

Art. 24. Le présent décret produit ses effets le 1er juillet 1993.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,

E. TOMAS

VERTALING

N. 93 — 2430

16 JULI 1993. — Decreet betreffende de vorming
tijdens de loopbaan van de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de personeelsleden van de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs die door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd worden, met uitzondering van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpersoneel.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder « vorming tijdens de loopbaan » elke opleiding die als doel heeft het behoud, de volmaking en de aanpassing van de kennis van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden.

De vorming tijdens de loopbaan omvat eveneens de opleidingen die de personeelsleden wier oorspronkelijke vorming niet beantwoordt aan de eisen inzake het beroep, de mogelijkheid geeft de nodige bekwaamheid te verwerven voor de uitoefening van hun ambt of voor de uitoefening van een ander ambt.

Art. 3. De algemene doeleinden van de vorming zijn :

1° de geschiktheid om de educatieve en opvoedkundige prioriteiten ten uitvoer te brengen;

2° het verwerven van gedragingen die geschikt zijn om de menselijke betrekkingen te beheren;

3° het bijwerken van beroepskennis en -bekwaamheid in het uitgeoefend ambt;

(1) *Zitting 1992-1993*

Stukken van de Raad. — Nr. 113, nr. 1 : ontwerp van decreet; nr. 2 : verslag.

Integrale verslagen. — Bespreking. Vergadering van 15 juli 1993. — Aanneming. Vergadering van 16 juli 1993.

- 4° het verwerven van beroepskennis en -bekwaamheid om een ander ambt te bekleden;
- 5° de studie van de sociale, economische en culturele factoren die het gedrag van de jongelui beïnvloeden;
- 6° de ontwikkeling van de communicatie en het ploegwerk alsmede de vaststelling en de ontwikkeling van projecten binnen de inrichtingen;
- 7° de studie van de sociale, economische en culturele factoren die de uitoefeningsvoorwaarden van het beroep van leerkracht beïnvloeden;
- 8° het invoeren van een interdisciplinaire benadering binnen de schoolinrichtingen, die zich uit in een samenwerking tussen leerkrachten.

Art. 4. De vorming tijdens de loopbaan wordt ingericht :

- 1° op het vlak van de gehele Franse Gemeenschap, op gemeenschappelijk voorstel van de overlegorganen opgericht bij toepassing van artikel 24 van het decreet van 29 juillet 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan, die bevoegd zijn voor de gehele Franse Gemeenschap en hierna overlegcomités genoemd worden;
- 2° op het vlak van de zones, op voorstel van elk van de overlegorganen die opgericht werden bij toepassing van artikel 24 van hetzelfde decreet en bevoegd zijn voor de betrokken zone, hierna genoemd zoneraden;
- 3° op initiatief van elk net voor opleidingen die het net wil bevorderen volgens eigen opvoedkundige methodes.

Art. 5. Voor de hoofdstukken II en III van dit decreet mogen de opleiders zijn :

- 1° leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, het opvoedend hulppersoneel, de inspectiediensten en de psycho-medisch-sociale centra;
- 2° andere natuurlijke personen, nationale of internationale deskundigen;
- 3° de verenigingen voor permanente vorming en de door de Franse Gemeenschap erkende jeugdorganisaties;
- 4° universitaire researcheenheden;
- 5° instituten voor pedagogisch hoger onderwijs;
- 6° instituten voor hoger onderwijs van het korte type en van het lange type;
- 7° instituten voor artistiek hoger onderwijs;
- 8° instituten voor onderwijs voor sociale promotie;
- 9° instituten voor kunstonderwijs met beperkt leerplan;
- 10° overheids- of privé-bedrijven;
- 11° verenigingen zonder winstbejag;
- 12° sportverbonden;
- 13° vertegenwoordigers van de Europese Gemeenschap of van de OESO.

De Regering van de Gemeenschap, hierna genoemd de Regering, stelt de voorwaarden vast volgens welke de in lid 1, 1°, bedoelde personeelsleden kunnen worden gelast, opleidingen te verstrekken.

De Regering bepaalt eveneens de voorwaarden waaronder personeelsleden opleidingen als bijbetrekking kunnen verstrekken, in afwijking van artikel 77 van de wet d.d. 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977.

Art. 6. De in artikel 1 bedoelde personeelsleden aan wie een wedde of een weddetoelage voor actieve dienst ten laste van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt uitgekeerd en die een vorming genieten of verstrekken, worden geacht tijdens de duur ervan in actieve dienst te zijn wat het tijdstip van het kalenderjaar ook moge zijn.

De kandidaten voor een in artikel 1 bedoeld ambt die geen aanwerving in tijdelijk verband genieten, mogen aan deze vorming deelnemen onder de voorwaarden die de Regering bepaalt.

De personeelsleden die wegens ontstentenis van betrekking ter beschikking werden gesteld mogen aan deze vorming deelnemen. De duur ervan wordt met een voorlopige terugroeping in actieve dienst of een terugroeping in dienst gelijkgesteld.

Voor de personeelsleden die niet in vast verband benoemd of aangeworven werden, wordt de duur van de vorming slechts in aanmerking genomen, voor de berekening van de administratieve en geldelijke anciënniteit indien ze in de periode van aanstelling of werving in tijdelijk verband valt.

Art. 7. Een getuigschrift kan na afloop van bepaalde opleidingen worden uitgereikt onder voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld.

De getuigschriften kunnen in aanmerking worden genomen voor de rangschikking van de kandidaten voor de selectie- en bevorderingsambten, onder voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld.

De Regering bepaalt na overleg met de inrichtende machten de voorwaarden waaronder de opleidingen verplicht kunnen worden gesteld.

HOOFDSTUK II. — *Opleidingen verstrekt in de gehele Franse Gemeenschap*

Art. 8. In de loop van het eerste kwartaal van elk kalenderjaar bepaalt de Regering, op gemeenschappelijk voorstel van de overlegcomités, na ruggespraak met de representatieve vakbonden, de thema's van de opleidingen die ten gunste van al de personeelsleden worden ingericht gedurende het eerstvolgende schooljaar.

De Regering bepaalt de voorwaarden waaronder het in lid 1 bedoelde voorstel wordt gedaan.

Deze jaarlijkse of meerjaarlijkse thema's hebben betrekking op de algemene doeleinden, omschreven in artikel 3.

De selectie van degenen die een opleiding verstrekken ressorteert onder de gemeenschappelijke bevoegdheid van de overlegcomités, onder voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld.

HOOFDSTUK III. — *Opleidingen die op het vlak der zones worden verstrekt*

Art. 9. Elk overlegcomité maakt onder door de Regering bepaalde voorwaarden, lijsten op van opleiders die geschikt zijn om voor de projecten van opleidingen, ingericht op zonaal vlak, in te staan.

Deze opleidingen strekken ertoe de algemene doeleinden, omschreven in artikel 3 te bereiken wanneer de dringende noodzakelijkheid of specifieke behoeften vereisen dat die thema's in de zone zelf worden behandeld.

De lijst vermeldt welk type van opleiding elke opleider bekwaam is waar te nemen.

Art. 10. Elke zoneraad bepaalt na ruggespraak enerzijds met de inrichtende machten en de inrichtingen van de betrokken aard, overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden, en anderzijds met de representatieve vakbonden de projecten die aan de prioritaire behoeften van de personeelsleden kunnen tegemoetkomen.

Art. 11. De zoneraden zenden de opleidingsprojecten over aan het overlegcomité waaronder ze ressorteren. De opleidingsprojecten vermelden :

- 1° ofwel een keuze onder de in artikel 9 bedoelde opleidingen;
- 2° ofwel onder voorbehoud van goedkeuring door het bevoegde overlegcomité, een buiten de lijst gekozen opleiding.

De zoneraden beslissen met inachtneming van lid 2 welke opleidingen ten gunste van de personeelsleden worden ingericht volgens de voorwaarden die door de Regering worden bepaald.

HOOFDSTUK IV. — *De per net verstrekte opleidingen*

Art. 12. De opleidingen die aan elk net eigen zijn, worden overeenkomstig voorwaarden, die de Regering bepaalt, ingericht :

- 1° door het bestuur Organisatie van het onderwijs, op advies van de inspectie, voor de personeelsleden van de Franse Gemeenschap;
- 2° door de representatieve organen van de respectieve inrichtende machten voor de personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs.

De opleidingen tijdens de loopbaan die ertoe strekken de specifieke kennis en beroepsbekwaamheid voor de ambten van leraar godsdienst en leraar zedenleer bij te werken, worden per net ingericht met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 9 en 10 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

HOOFDSTUK V. — *Budgettaire middelen*

Art. 13. De beheers- en secretariaatskosten, met inbegrip van de kosten met betrekking tot de selectie en de beoordeling van de opleiders en de bezoldiging voor het personeel met uitsluiting van de opleiders, worden aangerekend op de kredieten besteed aan de opleidingen tijdens de loopbaan. Ze mogen niet meer bedragen dan 7 % ervan.

De Regering stelt de voorwaarden voor toezicht op de kredietaanwending vast.

Art. 14. De Regering verdeelt de kredieten op grond van de opvoedkundige prioriteiten tussen de drie in artikel 4 bedoelde types van opleiding.

Art. 15. Voor de in de hoofdstukken II en III bedoelde opleidingen worden de opleidingen onder de verschillende overlegcomités verdeeld in verhouding tot het totaal aantal lestijden-leraar die georganiseerd kunnen worden op 1 september van het lopende schooljaar door de inrichtingen van de betrokken aard.

Voor de in hoofdstuk IV bedoelde opleidingen worden de kredieten verdeeld onder de verschillende netten in verhouding tot het totaal aantal lestijden-leraar die georganiseerd kunnen worden op 1 september van het lopende schooljaar door de inrichtingen van het betrokken net.

Op beslissing van de betrokken zoneraden kunnen per zone toegewezen kredieten aangewend worden voor opleidingen die gemeenschappelijk zijn voor verschillende zones of die van verschillende aard zijn.

Art. 16. Over de toewijzing van de kredieten voor het geheel van de in hoofdstukken II en III bedoelde opleidingen wordt door elk overlegcomité beslist overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden.

Art. 17. Over de toewijzing van de kredieten voor het geheel van de opleidingen die in hoofdstuk IV worden bedoeld, wordt beslist, overeenkomstig de voorwaarden die door de Regering worden vastgesteld :

- 1° door het bestuur Organisatie van het onderwijs voor de personeelsleden van de Franse Gemeenschap;
- 2° door de representatieve organen van de respectieve inrichtende machten, voor het gesubsidieerd onderwijs.

Art. 18. Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden kunnen opleidingen :

- 1° gemeenschappelijk door zonale of communautaire overlegorganen van verschillende aard worden ingericht;
- 2° toegankelijk zijn voor de personeelsleden van de inrichtingen van een andere aard of van een ander net.

HOOFDSTUK VI. — *Toezicht op de opleidingen*

Art. 19. Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden maken degenen die een opleiding genieten, aan hun overlegcomité, alsook aan de inspectie bedoeld in artikel 24 van de wet d.d. 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, hierna genoemd « de inspectie », een evaluatie van de gekregen opleiding over.

De inspectie en de overlegcomités oordelen over de werking van de in de hoofdstukken II en III bedoelde opleidingen en de doeltreffendheid ervan.

Overeenkomstig de door de Regering vastgestelde voorwaarden maakt elke verstrekker van een opleiding, bedoeld in de hoofdstukken II en III, een verslag over de gegeven opleiding aan de bevoegde inspectie over.

Hij deelt een afschrift ervan aan het betrokken overlegcomité mede.

Art. 20. Voor de in de hoofdstukken II en III bedoelde opleidingen :

- 1° controleert de inspectie of de opleidingen overeenstemmen, met het vormingsprogramma dat overeenkomstig de door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgestelde voorwaarden werd ingediend;
- 2° brengt de inspectie aan de Minister advies uit over de doeltreffendheid van de opleidingen met betrekking tot de in artikel 3 vastgestelde algemene beginselen.

De inspectie verstrekt het betrokken overlegcomité een afschrift van de in lid 1 bedoelde adviezen.

Art. 21. Voor de in hoofdstuk IV bedoelde opleidingen controleert de inspectie of de opleidingen overeenstemmen met het vormingsprogramma dat overeenkomstig de door de Regering van de Franse Gemeenschap vastgestelde voorwaarden werd ingediend.

Art. 22. Elke rechtstreeks of onrechtstreeks als opleider betrokken persoon mag geen rol bij de beoordeling van of de controle op deze opleiding vervullen.

HOOFDSTUK VII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 23. Voor het schooljaar 1993-1994 :

- 1° is artikel 8, lid 1, niet van toepassing;
- 2° bepaalt de Regering de opleidingen, ingericht ten gunste van alle personeelsleden, binnen de maand na de inwerkingtreding van het decreet.

Art. 24. Dit decreet heeft uitwerking op 1 juli 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 juli 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken, Gezondheid en Toerisme,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,
E. TOMAS

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 93 — 2431

19 JUILLET 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en exécution de l'article 1^{er} du décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 12 juillet 1990 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 1^{er};

Considérant que l'article 1^{er} du décret susmentionné prévoit qu'un arrêté de l'Exécutif fixe annuellement le droit d'inscription pour les élèves qui s'inscrivent en septième année de l'enseignement secondaire général,

Arrête :

Article unique. Pour l'année scolaire 1993-1994, les élèves qui s'inscriront en septième année de l'enseignement secondaire préparatoire à l'Enseignement supérieur devront acquitter un droit d'inscription de F 5 000.

Le montant est ramené à F 2 500 pour les bénéficiaires d'allocations d'études.

La première tranche des subventions de fonctionnement accordées aux établissements d'enseignement subventionné sera diminuée à concurrence du produit de ce droit d'inscription.

Une réduction équivalente sera opérée sur le montant de l'enveloppe budgétaire accordée aux établissements de gestion séparée de l'Enseignement de la Communauté française.

Bruxelles, le 19 juillet 1993.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,

E. DI RUPO

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 93 — 2431

19 JULI 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap, ter uitvoering van artikel 1 van het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 12 juli 1990 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid artikel 1;

Overwegende dat artikel 1 van voormeld decreet bepaalt dat een besluit van de Executieve jaarlijks het inschrijvingsrecht vaststelt voor het leerlingen van het zevende jaar algemeen secundair onderwijs,

Besluit :

Enig artikel. Voor het schooljaar 1993-1994 moeten de leerlingen van het 7e jaar algemeen secundair onderwijs, voorbereidend tot het hoger onderwijs, een inschrijvingsrecht van 5 000 frank betalen.

Zij die een studietoelage genieten, moeten slechts 2 500 frank betalen.

Het eerste gedeelte van de werkingstoelagen toegekend aan de inrichtingen voor gesubsidieerd onderwijs wordt verminderd tot beloop van de opbrengst van dit inschrijvingsrecht.

Een gelijkwaardige vermindering geldt voor het bedrag van de begrotingsenveloppe, toegekend aan de onderwijsinrichtingen met afzonderlijk beheer van de Franse Gemeenschap.

Brussel, 19 juli 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,

E. DI RUPO